



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative au
schéma directeur d'assainissement
de la commune de Chassagne-Saint-Denis (25)**

N° BFC-2024-4292

Décision du 16 mai 2024

La mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-22-6;

Vu le décret n° 2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le règlement intérieur de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) adopté le 30 janvier 2024 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, du 9 mars 2023 et du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision de la MRAe de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 11 janvier 2024 portant exercice de la délégation prévue à l'article 3 du règlement intérieur sus-cité ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° BFC-2024-4292 déposée par mairie de Chassagne-Saint-Denis le 16/03/2024, portant sur le schéma directeur d'assainissement de la commune de Chassagne-Saint-Denis (25) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 18/03/2024 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires (DDT) du Doubs, en date du 18/03/2024.

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en la révision du schéma directeur d'assainissement de la commune de Chassagne-Saint-Denis (25) qui comptait 138 habitants en 2022 (données INSEE) ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du Code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que l'actualisation du schéma directeur d'assainissement (SDA) de Chassagne-Saint-Denis est corrélé à l'élaboration en cours de la carte communale de Chassagne-Saint-Denis et qui implique la révision de son zonage d'assainissement ;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- le précédent schéma directeur d'assainissement a été approuvé en 2002 ;
- de nombreux travaux ont été réalisés entre 2002 et 2022, la commune souhaite actualiser son SDA ;
- les études réalisées dans le cadre du SDA permettent entre autres d'évaluer l'impact du système d'assainissement sur les milieux récepteurs et de mener des investigations sur les réseaux ;
- la commune compte 138 habitants, 32 habitations (71 habitants) reliées au système d'assainissement collectif et 28 habitations équipées un assainissement non collectif (ANC) ;
- la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Chassagne-Saint-Denis est d'une capacité de 75 EH (équivalents-habitants), avec filtre planté de roseaux ; les bilans de charge hydraulique et de charge de pollution respectent la capacité de traitement de la STEP par temps sec et sont dépassés par temps de pluie ;
- l'ouvrage est non conforme, car il présente des déversements dès les premières petites pluies et surverse trop fréquemment ; la STEP présente un dépassement de sa capacité de traitement par

- temps de pluie, en raison d'un réseau unitaire majoritaire sur la commune et le captage de trop grandes surfaces connectées au réseau ;
- le SDA identifie une dizaine d'inversions de branchement parmi la douzaine de non-conformité relevée ; et propose de passer en réseau séparatif permettant à la STEP de ne gérer que les eaux usées ;
 - au regard de la croissance démographique extrapolée, le nombre d'habitants raccordés à la STEP est estimé à 68 habitants en 2030 et 72 en 2040, le SDA conclut que la capacité nominale actuelle de la STEP pourra encore convenir en 2030 et 2040, sous réserve de résoudre le problème lié aux eaux météoriques ;
 - le renouvellement de la STEP sera à questionner lors du prochain SDA, en envisageant une capacité de 100 EH en fonction du développement communal.

Considérant que le projet de schéma directeur d'assainissement n'identifie pas de problématique liée à l'écoulement des eaux pluviales ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Le SDA identifie les difficultés du système et les solutions pour les résoudre.

La STEP en place est en capacité d'accueillir les effluents en lien avec le développement communal envisagé jusqu'en 2040.

Le projet de schéma directeur d'assainissement ne devrait pas générer d'impacts significatifs sur les milieux naturels remarquables recensés sur le territoire communal. De plus, au vu des éléments fournis, le projet de SDA n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

La schéma directeur d'assainissement de la commune de Chassagne-Saint-Denis (25) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 16 mai 2024

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté
par délégation

Hervé PARMENTIER

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
DREAL Bourgogne-Franche-Comté - département évaluation environnementale (STE/DEE)
5 Voie Gisèle Halimi - BP 31269
25005 BESANÇON CEDEX

dee.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON